Annual

Manitoba

OFFICE DES COMPAGNIES
RAPPORT ANNUEL
2005/2006

L'Office des compagnies est le registre des entreprises et corporations; ses employés s'efforcent de dépasser les attentes de la clientèle par la prestation de services de qualité à la fois efficaces et rentables.

2007-01732/

MINISTER OF FINANCE

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

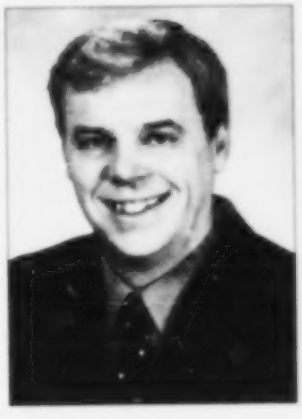
L'honorable John Harvard
Lieutenant-gouverneur du Manitoba

Qu'il plaise à votre honneur :

J'ai le privilège de présenter à votre honneur, à titre d'information, le rapport annuel de l'Office des compagnies pour l'année financière se terminant le 31 mars 2006.

Respectueusement présenté par

L'honorable Greg Selinger
Ministre des Finances



Manitoba

Deputy Minister of Finance

Room 109
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8
(204) 945-3754
email: dmfin@leg.gov.mb.ca

Monsieur le ministre Greg Selinger
Finances

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Office des compagnies. Le rapport résume les activités de l'Office pour l'année financière se terminant le 31 mars 2006.

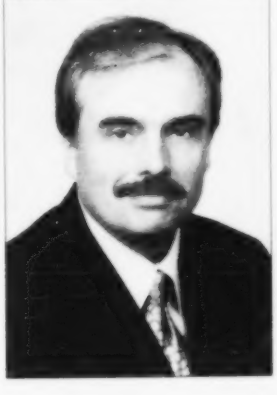
L'année financière 2005-2006 a été la dixième année d'activités de l'Office des compagnies à titre d'organisme de service spécial. Une fois de plus, l'Office fait état d'une solide situation financière.

L'Office des compagnies continue de mettre l'accent sur l'amélioration du service à la clientèle au moyen d'initiatives telles que l'amélioration continue et les rapports sur le rendement.

Je voudrais remercier la direction et le personnel de l'Office pour leur dévouement sans faille et leur engagement à donner un bon service, ainsi que les membres du conseil consultatif, pour leur temps et leurs efforts en vue de guider les entreprises de l'Office au cours de la dernière année.

Présenté respectueusement par

Ewald Boschmann
Sous-ministre des Finances



Membres du conseil consultatif 6

Avant-propos 7

Profil de l'Agence 9

Historique 10

Statut d'organisme de service spécial et mandat 10

Structure de l'Office 10

Mission 10

Buts 11

Valeurs organisationnelles 11

Produits et services 12

Marchés 12

Indicateurs de rendements et buts opérationnel 15

Examen de rendement 16

Indicateurs de rendement 17

Résultats financiers 21

Introduction 22

Sommaire des résultats financiers généraux 22

Revenus 23

Dépenses 23

Responsibilité relative aux rapports financiers 24

Annexe A - Revenus brut 25

Annexe A-2 - Sommaire des revenus par secteur de service 26

Annexe B - Organigramme 27

Annexe C - Tableau des droits 28

MEMBRES DU CONSEIL CONSULTATIF

Présidente :
M. Alexandra Morton, c.r.
Sous-ministre adjointe
Division de la consommation et des corporations
Ministère des Finances

Membres :
Addie Jason
Gestionnaire, Dossiers des compagnies
D'Arcy & Deacon, Barristers & Solicitors

Les Johnson (jusqu'au 21 juin 2005)
Simpson McGrath

Gary Hannaford, FCA
(à partir du 23 novembre 2005)
Directeur général
Institut des comptables agréés du Manitoba

Isabelle Aubin
Représentante des employés
Gestionnaire, Systèmes de bureautique
et services à la clientèle

Myron Pawlowsky
Directeur de l'exploitation
Office des compagnies

Ron Klimenko
Superviseur de la vérification
Commission des accidents du travail

Bob Hucal
Monk, Goodwin
Barristers and Solicitors

DIRECTION DE L'OFFICE

Myron Pawlowsky
Chef de l'exploitation et Directeur

Shane Lasker
Directeur adjointe par intérim
– Services juridiques

Linda Kalinski
Directrice adjointe – Opérations

David Rudy
Contrôleur

Joan Alty
Gestionnaire, Manitoba Business Links

Isabelle Aubin
Gestionnaire, Systèmes de bureautique et
services à la clientèle

AVANT-PROPOS

J'ai le plaisir de présenter le dixième rapport annuel de l'Office des compagnies. Il décrit les activités, les buts et les réalisations de l'Agence.

La situation financière de l'Office des compagnies demeure solide, ses bénéfices nets d'exploitation étant de 2 076 $. Cette solide performance a été appuyée par une augmentation marquée du nombre de documents déposés dans un certain nombre de catégories : le nombre de constitutions en sociétés a augmenté de 5,9 %, le nombre d'enregistrements de sociétés de l'extérieur du Manitoba de 21,9 %, et le nombre de rapports annuels de sociétés de 10 %.

L'Office sonde régulièrement ses clients pour connaître leurs vues sur la qualité des services qu'ils reçoivent. Nous sommes fiers de signaler que, en 2005-2006, 98 % des clients interrogés se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits de nos services.

L'application de l'Office permettant de réserver des noms sur Internet continue d'être populaire auprès des clients. En 2005-2006, 43 % des réservations de noms ont été faites au moyen de l'Internet.

Nous comptons continuer d'améliorer nos services à la clientèle et maintenir notre excellente cote de satisfaction auprès des clients.

Myron Pawlowsky
Chef de l'exploitation, et
directeur

MISSION

L'Office des compagnies est le registre des entreprises et corporations du Manitoba; ses employés s'efforcent de dépasser les attentes de la clientèle par la prestation de services de qualité à la fois efficaces et rentables.

HISTORIQUE

L'Office des compagnies a été créé en 187L'Office des compagnies a été créé en 1870 sous le nom de Provincial Secretary's Office. La fonction principale de l'Office est de tenir le registre public de l'information déposée aux termes de la Loi sur les corporations, la Loi sur l'enregistrement des noms commerciaux, la Loi constituant en corporation les « Ukrainian Catholic Parishes » et la Loi sur les biens-fonds des communautés religieuses.

L'Office examine en outre les noms des nouvelles corporations et l'enregistrement des noms commerciaux. Depuis 1983, il utilise pour cet examen un système de recherche de noms à la grandeur du Canada.

STATUT D'ORGANISME DE SERVICE SPÉCIAL ET MANDAT

L'Office des compagnies est devenu un organisme de service spécial le 1er avril 1996. L'Office fait partie de Finances Manitoba, sous la direction générale du sous-ministre adjoint, Division de la consommation et des corporations, et du sous-ministre des Finances.

STRUCTURE DE L'OFFICE

L'Office comporte neuf unités opérationnelles : Comptabilité, Examen, Rapports annuels, Commis aux dénominations des entreprises, Représentants du service à la clientèle, Services administratifs, Services de secrétariat, Manitoba Business Links, Notaires publics/Commissaires à l'assermentation. Ces services relèvent tous, par l'entremise d'un directeur adjoint et d'un superviseur, du chef de l'exploitation, qui porte aussi le titre de Directeur à des fins législatives. L'Office compte actuellement 32 employés permanents.

La direction de l'Office est constituée par le chef de l'exploitation, deux directeurs adjoints, deux gestionnaires, un superviseur et un contrôleur. Le chef de l'exploitation relève du sous-ministre adjoint de la Division de la consommation et des corporations, à Finances Manitoba.

Le Conseil consultatif de l'Office donne des conseils sur ses opérations stratégiques et les modifications à apporter à son mandat, sa structure, ses pratiques commerciales et ses finances. Le Conseil formule en outre des observations sur le rendement de l'Office dans le cadre de l'examen des projets de plans d'activités et de rapports.

MISSION

L'Office des compagnies est le registre des entreprises et corporations du Manitoba; ses employés s'efforcent de dépasser les attentes de la clientèle par la prestation de services de qualité à la fois efficaces et rentables.

VALEURS ORGANISATIONNELLES

La mission et les buts de l'Office des compagnies reposent sur les valeurs organisationnelles suivantes :

Ressources humaines :

Nous croyons en nos employés, c.-à-d. que nous nous engageons à

- favoriser l'éducation et la formation des employés;
- favoriser le travail d'équipe, la satisfaction des employés et leur moral;
- les encourager dans leurs activités et contributions, et reconnaître leurs réalisations.

Prestation des services :

L'excellence du service se traduit par notre engagement à

- favoriser l'innovation en vue d'une amélioration continue;
- fournir l'information de manière opportune et concise avec courtoisie.

Planification :

La planification à court et à long terme est réalisée par

- des objectifs bien définis pour l'Office;
- un budget pluriannuel.

Innovations technologiques :

L'Office croit à l'apport de la technologie.

- Il utilise les technologies dernier cri, dans la mesure du possible, pour répondre aux besoins de la clientèle.

BUTS

Les buts permanents de l'Agence sont :

a) d'offrir les produits et services qui répondent le mieux aux besoins des clients;

b) d'assurer l'enregistrement rapide et exact des documents déposés aux termes des lois;

c) de veiller à ce que toutes les exigences législatives soient respectées en ce qui concerne la conformité, la conservation et la disponibilité de l'information au public;

d) de fournir aux clients un service courtois, ponctuel et rentable;

e) de recouvrer le coût intégral des services et de maximiser les possibilités de réaliser des recettes.

L'Office fournit une gamme de services conformément aux lois qu'il applique, c'est-à-dire qu'il

a) enregistre ou crée des corporations aux termes de la Loi sur les corporations, la Loi sur les biens-fonds des communautés religieuses et la Loi sur la constitution en corporation des « Ukrainian Catholic Parishes »;

b) enregistre les propriétés et partenariats aux termes de la Loi sur l'enregistrement des noms commerciaux;

c) nomme et reconduit dans leur mandat les commissaires à l'assermentation et les notaires publics, et assure l'authentification des notaires publics;

d) administre l'utilisation du numéro d'entreprise à titre d'identificateur commun des entreprises au Manitoba (dans le cadre du programme « Manitoba Business Links »);

e) rend des décisions quant à l'acceptabilité des noms des nouvelles corporations et entreprises;

f) délivre des certificats relativement aux compagnies déjà aux dossiers;

g) offre une base de données informatisée accessible en ligne aux utilisateurs internes et externes;

h) fournit une gamme de produits d'information;

i) fait des exposés devant des groupes d'avocats ou d'étudiants afin de mieux renseigner le grand public sur les exigences législatives et les services administratifs de l'Office

MARCHÉS

Les marchés de l'Agence sont les personnes en quête d'information et celles qui souhaitent déposer des documents corporatifs. Les groupes de clients les plus nombreux sont le grand public, les avocats et les gens d'affaires.

Plusieurs clients internes utilisent les services de l'Office des compagnies, à savoir :

- au sein du Ministère, l'Office de la protection du consommateur, la Commission des valeurs mobilières, la Direction de la réglementation des institutions financières et la Division de la fiscalité;
- la plupart des autres ministères provinciaux et de nombreuses agences.

- La Division de la fiscalité est le principal utilisateur des services de recherche en ligne.

Bien qu'il y ait d'autres organismes gouvernementaux assurant des services d'enregistrement, il n'en existe pas d'autre qui offre le même registre d'entreprises et de corporations au Manitoba. Il y a cependant des organismes similaires dans toutes les autres provinces du Canada, de même qu'un organisme fédéral comparable.

En outre, la plupart des États américains et de nombreux autres pays possèdent des organismes du genre.

MANITOBA BUSINESS LINKS (MBL)

L'Office continue d'être responsable de l'administration de l'application Manitoba Business Links et de la base de données Hub. L'Office représente les intérêts de la province aux réunions du Partenariat national pour la gouvernance des numéros d'entreprise, de concert avec des représentants de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et d'autres partenaires provinciaux. L'Office s'occupe de gérer les changements apportés à l'application, de gérer les changements dans les relations avec les autres programmes provinciaux participants et est le premier point de contact pour l'ARC et les utilisateurs qui cherchent à obtenir des renseignements en consultant le site Web « Une entreprise, un numéro ».

En 2005-2006, l'Office a continué de se pencher sur le développement continu de l'orientation stratégique de MBL. Les plans pour les trois prochaines années comprennent le renforcement de la fonction message électronique vers les programmes participants, l'ajout de programmes participants et la poursuite des efforts en vue de l'inscription intégrée pour les clients d'affaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le ministère des Finances a adopté des lignes directrices et un code de pratique sur le développement durable dans le cadre des pratiques d'acquisition et de gestion financière. Des objectifs ont été établis pour guider les ministères et organismes à élaborer des plans d'action, intégrer ces principes dans leurs activités, et faire rapport des progrès accomplis.

Le personnel de l'Agence a examiné les lignes directrices et le code de pratiques sur les acquisitions et la gestion financière, et l'Office des compagnies a adopté la politique suivante en matière d'acquisitions.

Pour tous les achats, les considérations suivantes sont prises en compte :

- Examen attentif de l'impact éventuel des produits, biens ou services que l'on envisage d'acheter sur l'environnement, l'économie et la santé et le bien-être de la population.
- Examen des facteurs du marché, par exemple cahiers des charges, égalité, date de livraison, et prix du produit, bien ou service.
- La préférence est accordée aux produits, biens et services les plus respectueux de l'environnement, dans la mesure où ils correspondent aux besoins de manière satisfaisante et sont disponibles à un prix raisonnable.
- Participation à un plan de recyclage applicable à l'ensemble du ministère.

Les tableaux suivants traduisent l'énoncé de mission de l'Office en indicateurs de rendement et buts opérationnels

EXAMEN DE RENDEMENT

Durant l'année financière 2005-2006, le personnel de l'Agence a répondu à 246 759 demandes de services comparativement à 243 670 l'an dernier. Il s'agit de dépôts de documents, de renseignements téléphoniques et de recherches de dossiers sur place, comme le montre le tableau ci-dessous.

STATISTIQUES COMPARATIVES D'EXPLOITATION

	2005-2006	2004-2005	2003-2004	2002-2003
Nouvelles corporations	3 681	3 476	3 510	3 576
Amendements	912	907	829	903
Nouveaux enregistrements – Corporations non manitobaines	940	771	669	620
Enregistrement de noms commerciaux	6 777	6 416	6 536	5 921
Recherches sur place des dossiers sur les corporations et entreprises	4 337	4 500	4 954	7 636
Demandes de réservation de dénomination	14 894	14 570	14 819	14 384
Déclarations annuelles traitées	56 069	50 959	49 321	48 135
Renseignements téléphoniques	63 220	68 042	69 188	65 352
Clients servis au comptoir	28 743	31 506	30 687	35 638
Dossiers actifs de noms de corporations et d'entreprises	100 591	98 560	96 114	96 026
Nominations du Commissaire à l'assermentation	1 478	1 343	1 252	1 334
Renouvellements – Commissaire à l'assermentation	4 744	4 933	4 806	4 894
Authentifications – Notaire public	1 426	1 453	963	890

Les clients intéressés ont également eu accès aux dossiers de l'Agence à partir de terminaux situés à l'extérieur de l'Office des compagnies sept jours sur sept. L'utilisation de ce service par le public a été considérable puisqu'il y a eu 836 461 consultations en 2005-2006. Ce service est commode pour les clients, car il est plus rapide et plus facile que s'ils devraient se présenter au bureau.

Le premier recours pour en appeler d'un enregistrement de nom se situe au niveau du directeur de l'Agence. Au cours de l'exercice financier, 54 oppositions ont été déclarées contre des noms enregistrés ou des noms non enregistrés, en hausse par rapport aux 35 de l'année précédente. Un nombre appréciable d'oppositions concernaient des personnes morales non constituées en corporation ou sans enregistrement faisant affaire dans la province.

INDICATEURS DE RENDEMENT

L'Office a établi certains indicateurs pour évaluer son rendement. Pour résumer, 89 % des clients interrogés étaient très satisfaits du service reçu. Le tableau suivant montre les objectifs, les indicateurs de rendement et les résultats y afférents.

1) CLIENTS : pour réaliser notre vision, quelle impression faut-il donner à nos clients

OBJECTIFS	**FACTEURS CRITIQUES DE SUCCÈS** ce qu'il faut bien faire pour atteindre l'objectif	**MESURES DE RENDEMENT** indicateurs de succès	**NIVEAU DE RÉFÉRENCE** 31 mars 1997 (sauf indication contraire)	**CIBLES DE RENDEMENT** buts fondés sur les mesures 31 mars 2006	**RÉSULTATS** 31 mars 2006
Dépasser les attentes des clients en assurant un service de qualité	Assurer un service qui : 1) est prompt	% des formulaires « Tell Us How We Are Doing » indiquant très satisfait.	71% (Sept. 00) (très satisfait)	80% (très satisfait)	90% 97% (satisffait et très satisfait)
	2) fournit l'information demandée	% des formulaires « Tell Us How We Are Doing » indiquant très satisfait.	84% (Sept. 00) (très satisfait)	90% (très satisfait)	90% 99% (satisffait et très satisfait)
	3) est sans erreur	% des formulaires « Tell Us How We We Are Doing » indiquant très satisfait.	92% (Sept. 00) (très satisfait)	85% (très satisfait)	87% 97% (satisffait et très satisfait) (180 réponses)

2) PRATIQUES COMMERCIALES : Afin de satisfaire notre clientèle, pour quelles procédures devrions-nous dépasser les attentes

OBJECTIFS	FACTEURS CRITIQUES DE SUCCÈS ce qu'il faut bien faire pour atteindre l'objectif	MESURES DE RENDEMENT indicateurs de succès	NIVEAU DE RÉFÉRENCE 31 mars 1997 (sauf indication contraire)	CIBLES DE RENDEMENT buts fondés sur les mesures 31 mars 2006	RÉSULTATS 31 mars 2006
Traiter les demandes de service des clients de manière efficace et efficiente	Employer des stratégies qui réduiront la longueur de cycle	Durée du cycle de traitement : – Documents d'entreprises – Documents corporatifs – Déclarations annuelles	a) Enregistrements de nom commercial : 3 jours ouvrables b) Constitutions en corporation : 3 jours ouvrables	a) Enregistrements de nom commercial : 3,0 jours ouvrables b) Constitutions en corporation : 3,0 jours ouvrables	2,92 jours 3,0 jours
	Assurer un service téléphonique qui soit : Courtois et bienveillant 1) par un personnel bien informé et compétent 2) qui répond à vos besoins	% de clients ayant coté le service d'information téléphonique comme très satisfaisant (Q3 Que pensez-vous de nos Sondage téléphonique)	63% (Sept/00)	85% (très satisffait)	80% (satisffait) 95% (satisffait et très satisffait) (113 réponses)

3) FINANCIERS : le succès financier est fondé sur des réalisations

OBJECTIFS	FACTEURS CRITIQUES DE SUCCÈS ce qu'il faut bien faire pour atteindre l'objectif	MESURES DE RENDEMENT indicateurs de succès	NIVEAU DE RÉFÉRENCE 31 mars 1997 sauf indication contraire	CIBLES DE RENDEMENT buts fondés sur les mesures 31 mars 2006	RÉSULTATS 31 mars 2006
Exploiter une OSS dont la situation financière est solide	Posséder les éléments d'actif nécessaires à l'expansion des activités	Bénéfices	Moyenne sur trois ans 1 364 $	1 122 $	2 076 $
		Contribution aux revenus	1 000 $	1 615 $	1 615 $

L'Office a également fixé des buts opérationnels supplémentaires pour le personnel. Les buts et résultats sont les suivants :

Préparer une version en ligne des manuels de l'Office des compagnies	Un site intranet a été créé; on y trouve une version en ligne des Lignes directrices sur les noms.
Tenir une réunion pour évaluer l'impact sur la clientèle Examiner les processus opérationnels susceptibles d'entraîner des erreurs et identifier des améliorations au processus.	Réunion tenue le 14 décembre 2005 avec des « messagers » de cabinets d'avocats. Le but était d'identifier « ce que l'Office fait de bien » et de préciser « comment nous pouvons mieux servir les 'messagers' ».
Continuer d'offrir au personnel un programme d'échanges à court terme avec un autre bureau susceptible d'offrir aux employés des occasions d'apprentissage qui enrichiraient l'Office et amélioreraient l'information fournie aux clients.	Le comité a été créé. On va faire un sondage auprès des employés pour obtenir leurs vues sur les processus qui sont susceptibles d'erreur.
Poursuivre l'initiative d'amélioration continue	Des échanges ont eu lieu avec la Division de la fiscalité et l'Agence du revenu du Canada. Six employés ont passé une demi-journée à l'Agence du revenu pour y acquérir une meilleure compréhension du programme des numéros d'entreprise du point de vue de cette Agence. Un employé a passé trois jours à la Division de la fiscalité pour mieux comprendre son fonctionnement, car nous servons les mêmes clients. Sept réunions ont eu lieu : - 28 suggestions du personnel ont été examinées – 11 ont été mises en oeuvre – 6 sont en cours de mise en œuvre 180 entrevues en personne - Sondages « Que pensez-vous de nos services » – 130 entrevues téléphoniques – Sondages « Que pensez-vous de nos services »

La situation de l'Office des
compagnies est demeure solide

INTRODUCTION

L'Office des compagnies a déclaré un revenu net d'exploitation de 2 076 $ pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2006, en hausse de 954 $ par rapport au budget et en hausse de 572 $ par rapport à l'année dernière.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS GÉNÉRAUX

Office des Compagnies Sommaire Financier de 2005/2006 (milliers)

	RÉEL 2005/2006	BUDGET 2005/2006	SUR (SOUS) BUDGÉTISATION	RÉEL 2004/2005	SUR (SOUS) 2004/2005
Revenu net total	6 141 $	5 316 $	825 $	5 384 $	759 $
Salaires et avantages sociaux	1 445	1 529	(84)	1 470	(25)
Frais d'exploitation	1 281	1 349	(68)	1 014	269
Amortissement	39	25	14	26	13
Revenu net avant allocation pour BSI	4 366	3 433	933	3 874	492
Allocation pour BSI*	1 312	1 311	1	1 370	(58)
Bénéfice net	3 054	2 122	932	2 504	550
Contribution aux revenus	1 978	1 978		1 700	278

* Allocation BSI : Bénéfices sociaux et frais de marketing (BSI et syndicat)

REVENUS

Le revenu net total pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006 a été de 6 141 $, soit 807 $ de plus que le montant prévu au budget et 754 $ de plus qu'il y a un an. Une hausse du nombre réel de documents déposés explique la différence.

DÉPENSES

Les écarts importants par rapport au budget et depuis l'an dernier sont expliqués ci-après.

1. Dépenses réelles par rapport au budget

Les coûts de fonctionnement sont inférieurs aux coûts prévus au budget, pour les raisons suivantes :

- Le système Manitoba Business Links a coûté 14 $ de moins que prévu au budget. La différence s'explique par une diminution des salaires et une baisse du coût de l'entretien de l'interface système.
- Le coût des ordinateurs de bureau a baissé de 38 $.
- Les coûts prévus pour la reprise des activités après sinistre ont diminué de 30 $. Une étude prévue par des consultants a été annulée dans le cadre des initiatives de resserrement des dépenses.

2. Dépenses réelles par rapport à l'année dernière

Les coûts de fonctionnement sont plus élevés que l'année dernière pour les raisons suivantes :

- Le coût de l'initiative Manitoba Business Links (MBL) a été de 78 $ plus élevé que l'an dernier. La différence s'explique par un coût additionnel au chapitre de l'entretien du système.

- Le coût des notaires publics a été de 116 $ cette année. Aucun coût n'a été inscrit l'année dernière à ce chapitre, étant donné que c'est la première année que les notaires publics sont englobés dans les activités des compagnies. À noter que les notaires publics ont également généré des revenus de 214 $ pour l'année, lesquels ont été inclus dans le revenu total.

REPONSIBILITÉ RELATIVE AUX RAPPORTS FINANCIERS

ANNEXE A

OFFICE DES COMPAGNIES REVENUS PAR ACTIVITÉ (milliers de dollars)

	2005/2006 Réel	2004/2005 Réel	2003/2004 Réel
Constitution de nouvelles sociétés	1 240	940	875
Nouvelles inscriptions – Sociétés non constituées	280	210	190
Enregistrements de noms commerciaux	975	1 060	744
Renouvellements de noms commerciaux	1 477	1 111	1 070
Recherches personnelles au comptoir	77	53	75
Demandes de réservation de noms	1 080	541	445
Déclarations annuelles traitées	1 378	1 017	1 040
Certificats d'attestation/recherche	170	98	84
Accès public	158	109	140
Copies	61	54	49
Rétablissements	54	34	45
Certificats d'enregistrement supplémentaires	104	75	53
Documents d'attestation photocopiés	90	66	51
Nominations – Commissaire à l'assermentation	76		
Renouvellements – Commissaire à l'assermentation	170		
Authentications – Notaire public	51		
Autres	121	1 [illegible]	1 [illegible]
REVENUS BRUTS	6 095	5 349	4 757

ANNEXE A-2

SOMMAIRE DES REVENUS PAR SECTEUR DE SERVICE (en milliers de dollars)

	DÉCLARATIONS ANNUELLES	CONSTITUTIONS EN SOCIÉTÉ	ENREGISTREMENTS DE NOMS	RÉSERVATIONS DE NOMS	RENOUVELLEMENTS DE NOMS	AUTRES	TOTAL
2005-2006	1 978	1 046	305	596	337	1 833	6 095
% du total	32,45 %	17,16 %	5,00 %	9,78 %	5,53 %	30,07 %	100,00 %
2004-2005	1 917	946	289	543	331	1 323	5 349
% du total	35,84 %	17,69 %	5,40 %	10,15 %	6,19 %	24,73 %	100,00 %
2003-2004	1 849	825	294	445	326	1 018	4 757
% du total	38,54 %	17,19 %	6,13 %	9,27 %	6,79 %	22,07 %	100,00 %
2002-2003	1 805	846	243	432	307	1 029	4 662
% du total	38,70 %	18,10 %	5,20 %	9,30 %	6,60 %	22,00 %	99,98 %
2001-2002	1 656	769	182	375	220	924	4 126
% du total	39,90 %	18,70 %	4,50 %	9 %	5,30 %	22,50 %	100,00 %
2000-2001	1 481	774	212	307	210	929	3 912
% du total	37,90 %	19,80 %	5,40 %	7,80 %	5,40 %	23,70 %	100,0 %
1999-2000	1 453	754	214	317	217	858	3 814
% du total	38,10 %	19,8 %	5,60 %	8,30 %	5,70 %	22,50 %	100,00 %
1998-1999	1 413	738	222	312	201	826	3 711
% du total	38,10 %	19,80 %	6,00 %	8,40 %	5,40 %	22,30 %	100,00 %
1997-1998	1 387	740	215	306	197	788	3 632
% du total	38,20 %	20,40 %	5,90 %	8,40 %	5,40 %	21,70 %	100,00 %

ANNEXE B

OFFICE DES COMPAGNIES ORGANIGRAMME 2006

Représentants du service à la clientèle (6 employés)
Commis aux services de l'Office (3 employés)
Commis aux réservations de noms (1 employé)
Entrée des données (noms d'entreprise et données sur les sociétés), adjoint aux ressources et commis au rapport annuel (6 employés)
Examinateurs de documents (3 employés)
Secrétaire (1 employé)
Caissier (1 employé)
Commissaire à l'assermentation/ notaires publics (2 employés)
Commis-comptable (1 employé)
Admin. Hub (1 employé)
Secrétaire (1 employé)
Gestionnaire, Services à la clientèle (1 employé
Directeur adjoint, Services juridiques (1 employé)
Directeur adjoint, Opérations (1 employé)
Contrôleur (1 employé)
Administrateur, Manitoba Business Links (1 employé)
Chef de l'exploitation
(1 employé)

COMPARAISON DES FRAISFRAIS EXIGÉS AUX TERMES DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS

	MB	SASK.	ONT.	CANADA	QUEBEC	N.B.	N.-É.	T.-N.	ALB.	C.-B.	Î.-P.-É.
Déclaration/ révocation de l'intention de dissoudre	50.	N/D		Aucun frais	N/D	62.		50.	0.0	N/D	
Annulation de l'enregistrement	50.										
Rétablissement de l'enregistrement – avec capital actions	100.	265.			N/D	100.	430.	260. – 560.	100.	350.	
Rétablissement de l'enregistrement sans capital-actions	50.	65.									
Déclaration annuelle avec capital-actions	40.	50. /80.	Aucun frais	40.	79.	60. ou. 200.	95. ou 200.	75. ou 200.	N/C	43.39	30. ou 200.
Déclaration annuelle sans capital-actions	20.	10.	Aucun frais	30.	32.	0 –50.	25.	N/D	N//C	25.	
Modification à la déclaration annuelle	20.	10.					48,99				
Demande de réservation de noms.	40.	50. ou 60.	N/D	N/D	42,56		48,99 ou 61,24	10.	Privé	30.	40. – 50
Avis de nom	45.										
Ordonnance du directeur	150.										

Tous les taux indiqués pour l'Alberta n'incluent pas les frais de services exigés par les fournisseurs privés qui s'ajoutent dans presque toutes les catégories, étant donné que le gouvernement de l'Alberta ne fournit pas directement ces services.

COMPARAISON DES FRAIS LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES NOMS COMMERCIAUX

	MB	SASK.	ONT.	ALB.	QUEBEC	N.B.	N.-É.	T.-N.	C.-B.	Î.-P.-É.
Enregistrement	45. (3 années)	65 (3 années)	60. ou 80 (5 années)	10.	43.	112. (5 années)	55.		40.	65.
Partenariats limités	300.	265.	210.	50.	43.	212.	160.	230.	165.	100.
Partenariats à responsabilité limitée	300.	250.		50.					275.	
Dissolution	45.	10.	Aucun frais	N/C	Aucun frais	12.	55.		N/C	15.
Changement du titulaire	45.	20.		10.	Aucun frais	12.	N/C		40.	
Changement du capital	45.	100.		15.						
Changement du nom	45.	N/D	60. ou 80.	10.	Aucun frais	62.	30.		30.	
Renouvellement	45.	50.	60. ou 80.	N/D	Aucun frais	62.	50.			50.
Recherche personnelle	5.	5.	12.						10.	
Recherche par courrier	5.	5.	12.					5.	10.	
Recherche électronique	.30	2 $/bus.								
Copie certifiée de tout document	15.	20.	30.	5. chaque dossier	33.	20.	10.		10. ou 25.	
+ .50/page										
Photocopie de tout document	10.	1. par page	14.			10.	10.			
Certificat d'état	30.	15.	30.							
Certificat de recherche	30.									
Dépôt de procuration	30.									
Transmission par télécopieur	5.	5.								
Sommaire de dossiers	3.	4.	12.				.10			
Service accéléré	Doublement des frais -- Maximum 150.	25. or 100.	N/D					100.		

Tous les taux indiqués pour l'Alberta n'incluent pas les frais de services exigés par le fournisseur privé qui s'ajoutent dans presque toutes les catégories, étant donné que le gouvernement de l'Alberta ne fournit pas directement ces services.

États Financiers

ANNEXE C

COMPARAISON DES FRAISFRAIS EXIGÉS AUX TERMES DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS

	MB	SASK.	ONT.	CANADA	QUEBEC	N.B.	N.-É.	T.-N.	ALB.	C.-B.	Î.-P.-É.
Constitution en société avec capital-actions	300.	265.	360.	250.	300.	312.	270.	300.	100.	350.	265.
Constitution en société sans capital-actions	100.	65.	155. ou 255.	200.	145.	50. -200.	35.	70.	75.	100.	125.
Fusion	300.	265.	330. ou 500.	200.	482.	362..	270..	300.	100.	350.	250.
Renouvellement/cessation	300.	265.	330.	200.	197.	362..	110. ou 270.	300.	100.	350.	250.
Amendement	150.	100.	150.	200.	140.	212..	55 ou 160.	100.	25.	100.	265..
Amendement des articles transformant une société	300.	115.	150.	200.	140.	100.	55. ou 160.	50.	25.	100.	265.
Réorganisation ou arrangement	300.	100. -250.	150. ou 330.	200.	N/D	362..	N/D	100.	100. 25.	N/D	N/D
Reformulation d'articles	150.	25.	150.	50.	N/D	100.	N/D	100.	25.	N/D	N/D
Amendement sans capital-actions	50.	20.	N/D	50.	65.	N/D	10.	100.	25.	50.	N/D
Rétablissement avec capital-actions	100.	250.	330.	200.	308.	250.	50.	300.	100.	350.	250.
Rétablissement sans capital-actions	50.	50.	100.	N/D	132.	N/D	N/D	70.	75.	100.	250.
Dissolution	50.	Aucun frais	25.	Aucun frais	Aucun frais	62.	110.	N/C	Néant	20.	125.
Enregistrement avec capital-actions	300.	265.	330.		212.	212.	220.	260. -560.	100.	380.	200.
Enregistrement sans capital-actions	100.										
Enregistrement supplémentaire	150.	115.	155.	N/D	Néant	112.	30.	30. à 100.	25.	20. à100.	N/D

COMPANIES OFFICE

OFFICE DES COMPAGNIES

Manitoba

COMPANIES OFFICE
2005/2006
ANNUAL REPORT

The Companies Office is the Manitoba Registry of businesses and corporations where employees strive to exceed customer expectations through the delivery of cost-effective, quality service.

MINISTER OF
FINANCE

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

The Honourable John Harvard
Lieutenant Governor of Manitoba

May it please your Honour:

I have the privilege of presenting for the information of Your Honour, the Annual Report of the Companies Office for the fiscal year ending March 31, 2006.

Respectfully submitted,

Honourable Greg Selinger
Minister
Finance

Manitoba

Deputy Minister of Finance

Room 109
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8
(204) 945-3754
email: dmfin@leg.gov.mb.ca

Honourable Greg Selinger
Minister of Finance
103 – 450 Broadway
Winnipeg, Manitoba

Dear Mr. Selinger:

I have the honour to submit the Annual Report for the Companies Office for your consideration. The Report summarizes the agency's activities for the fiscal year ending March 31, 2006.

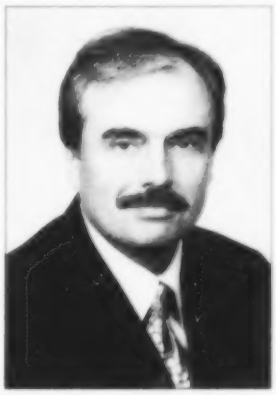
The 2005/2006 fiscal year was the tenth year of operation as a Special Operating Agency for the Companies Office. The Office has once again reported a strong financial position.

The Companies Office continues to emphasize customer service improvement through initiatives such as Continuous Improvement and Performance Reporting.

I would like to thank the Agency's management and staff for their continued dedication and commitment to service, as well as the members of the Advisory Board for their time and effort guiding the Agency's endeavors during the last year.

Respectfully submitted,

Ewald Boschmann
Deputy Minister
Finance



Advisory Board Members 6

Foreward 7

Agency Profile 9

Historical Overview 10

Special Operating Agency Status and Mandate 10

Office Structure 10

Mission 10

Goals 11

Organizational Values 11

Products and Services 12

Markets 12

New Systems 13

Performance Indicators and Operating Goals 15

Performance Review 16

Performance Indicators 17

Financial Results 21

Introduction 22

Summary of Overall Financial Results 22

Revenue 23

Expenses 23

Responsibilities for Financial Reporting 24

Appendix A - Revenue by Activity 25

Appendix A-2 - Revenue Summary by Service Area 26

Appendix B - Organization Chart 27

Appendix C - Fee Schedule 28

Financial Statements 31

ADVISORY BOARD MEMBERS

Chairperson:
M. Alexandra Morton, Q.C.
Assistant Deputy Minister
Consumer and Corporate Affairs Division
Department of Finance

Members:
Addie Jason
Manager Corporate Records
D'Arcy & Deacon, Barristers & Solicitors

Les Johnson (until June 21, 2005)
Simpson McGrath

Gary Hannaford, FCA
(starting November 23, 2005)
Chief Executive Officer
The Institute of Chartered Accountants
of Manitoba

Isabelle Aubin
Staff Representative
Manager, Office Systems & Customer Service

Myron Pawlowsky
Chief Operating Officer
Companies Office

Ron Klimenko
Audit Supervisor
Workers' Compensation Board

Bob Hucal
Monk, Goodwin
Barristers and Solicitors

AGENCY MANAGEMENT

Myron Pawlowsky
Chief Operating Officer

Shane Lasker
Acting Deputy Director - Legal

Linda Kalinski
Deputy Director, Operations

David Rudy
Controller

Joan Alty
Manager, Manitoba Business Links

Isabelle Aubin
Manager, Office Systems &
Customer Service

FOREWORD

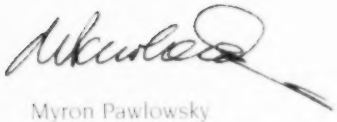
I am pleased to present the 10th Annual Report of the Companies Office. In it, we have outlined the activities, goals and achievements of the Agency.

The Companies Office continues to be financially strong, reporting an operating net profit of $2,076. Filings increased in a number of areas in support of this strong performance: incorporations were up by 5.9%, registrations of corporations from outside Manitoba by 21.9%, and corporate Annual Returns by 10%.

The Office constantly surveys its clients in order to ascertain their views as to the quality of the services they are receiving. We are pleased that during 2005/2006, 98% of clients surveyed indicated they were satisfied or very satisfied with our service.

The Office's internet name reservation continues to be popular with clients. During 2005/ 2006, 43% of name reservations were done over the internet.

We look forward to continuing to provide improved services to our clients, and to maintaining our excellent client satisfaction rating.



Myron Pawlowsky
Chief Operating Officer, and Director

MISSION

The Companies Office is the Manitoba registry of businesses and corporations, where employees strive to exceed customer expectations through the delivery of cost effective quality service.

Agency Profile

HISTORICAL OVERVIEW

The Companies Office was formed in 1870 as the Provincial Secretary's Office. The Office's main function is to be a public registry of information filed under *The Corporations Act*, *The Business Names Registration Act*, *the Ukrainian Catholic Parishes Act* and *The Religious Societies' Lands Act*.

The Office also reviews the names of new corporations and business name registrations. Since 1983 it has used a Canada-wide name searching system to assist in this review.

SPECIAL OPERATING AGENCY STATUS AND MANDATE

The Office became a special operating agency on April 1, 1996. The Companies Office is part of Manitoba Finance under the general direction of the Assistant Deputy Minister, Consumer and Corporate Affairs Division, and Deputy Minister, Finance.

OFFICE STRUCTURE

The Office is organized into eight operational units: Accounting, Examination, Annual Returns, Business Names Clerks, Customer Service Representatives, Office Services, Secretarial Services, Manitoba Business Links and Notaries/Commissioner for Oaths. Through a Deputy Director, and a Supervisor, they all report to the Chief Operating Officer, who is also known as the Director for statutory purposes. There are currently thirty-two regular status staff within the Office.

The Office's management team consists of a Chief Operating Officer, two Deputy Directors, two Managers, a supervisor and a Controller. The Chief Operating Officer reports to the Assistant Deputy Minister of the Consumer and Corporate Affairs Division, in Manitoba Finance.

The Office's Advisory Board provides advice on its strategic operations and on changes to its mandate, structure, business practices and finances. The Board will also comment on the Office's performance through review of proposed business plans and reports.

MISSION

The Office's Mission Statement is as follows:
The Companies Office is the Manitoba Registry of businesses and corporations, where employees strive to exceed customer expectations through the delivery of cost effective quality service.

ORGANIZATIONAL VALUES

The mission and goals of the Companies Office are supported by the following organizational values:

Human Resources:
Belief in our staff is demonstrated by our commitment to:
- fostering employee education and training
- building and encouraging staff team work, job satisfaction and morale
- encouraging and acknowledging activities and contributions

Service Delivery:
Service excellence is demonstrated by our commitment to:
- encouraging innovative ideas for continuous improvement
- delivering timely and concise information in a courteous manner

Planning:
Long and short term planning is demonstrated by:
- having clear objectives for the Office
- multi-year budgeting

Technological Innovations:
The Office's belief in technology is demonstrated by:
- using current technologies, wherever possible, to meet customer needs

GOALS

The ongoing goals of the Agency are:

a) to deliver products and services that best satisfy the needs of the customer;

b) to ensure accurate and quick registration of documents filed under the Acts;

c) to ensure all legal requirements are met regarding compliance, safekeeping, and availability of information to the public;

d) to provide customers with courteous, timely and cost effective service; and

e) to recover the full cost of services and maximize revenue opportunities.

The Office provides a variety of services pursuant to the statutes administered; it:

a) registers or creates corporations under The Corporations Act, The Religious Societies Lands Act and The Ukrainian Catholic Parishes Act;

b) registers proprietorships and partnerships under The Business Names Registration Act;

c) appointment and renewal of Commissioners of Oaths and Notaries Public, as well as the authentication of Notaries Public;

d) makes decisions as to the administration of the use of the Business Number as Manitoba's common business identifier (as part of the "Manitoba Business Links" program);

e) makes decisions as to the acceptability of names of new corporations and businesses;

f) provides certificates about companies on file;

G) provides a computerized data base for on-line and in-house users;

H) provides a variety of information-related products; and

i) makes presentations to legal and educational groups to better inform the public about statutory requirements and Office services.

MARKETS

The Agency's markets are those seeking information and those wishing to file corporate documents. The largest client groups are the general public, the legal community and the business community.

There are several internal clients that use the services provided by the Companies Office. These include:

- within the department, the Consumers Bureau, the Securities Commission, the Financial Institutions Regulation Branch and the Taxation Division;
- most other provincial government departments and many agencies;
- the Taxation Division is the major user of on-line searching services.

Although there are other government agencies that provide registry services, there are no other organizations that provide the same business and corporate registry services in Manitoba. There are, however, similar organizations in all other provinces of Canada as well as a comparable federal agency.

In addition there are similar agencies in most States in the U.S.A. and in many other countries.

MANITOBA BUSINESS LINKS (MBL)

The Office continues to be responsible for the administration of the Manitoba Business Links application and Hub database. The Office represents the province's interests at the national Business Number Partnership Governance meetings with Canada Revenue Agency (CRA) and other partner provinces, handles change management for the application, relationship management with provincial participating programs, and is the first point of contact for CRA and end users who seek information via the One Business, One Number website.

In 2005/2006 the Office continued its involvement with the development of the strategic direction for MBL. Plans for the next 3 years include an enhancement of electronic messaging to participating programs, adding additional participating programs and working toward integrated registration for business clients.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT

The Department of Finance has adopted sustainable development procurement and financial management guidelines and a code of practice. Goals have been developed to guide departments and agencies in elaborating action plans, integrating principles into operations, and reporting progress.

Agency staff reviewed the procurement and financial management guidelines and code of practice, and the Companies Office adopted the following procurement policy.

Purchases are being based on:

- Careful consideration of the good's, material's or service's impact on the environment, economy and human health and well-being.
- Consideration of market factors, such as specifications, equality, delivery date, and price of the good, material or service; and
- Preference being given to the purchase of environmentally preferable goods and materials whenever they perform satisfactorily and are available at a reasonable price.
- Participating in department-wide recycling plan.

The Balanced Scorecard Performance Framework translates the Office's Mission Statement into performance targets.

PERFORMANCE REVIEW

During the fiscal year 2005/2006 Agency staff responded to 246,759 requests for service compared to 243,670 requests last year. This included document filings, phone inquiries and in-person searches of files as outlined in the chart below.

COMPARATIVE OPERATING STATISTICS

	2005/2006	2004/2005	2003/2004	2002/2003
New Incorporations	3,681	3,476	3,510	3,576
Amendments	912	907	829	903
New Registrations – Non Manitoba Corporations	940	771	669	620
Business Name Registrations	6,777	6,416	6,536	5,921
Personal Counter Searches of Corporate and Business Files	4,337	4,500	4,954	7,636
Name Reservations Requests	14,894	14,570	14,819	14,384
Annual Returns Processed	56,069	50,959	49,321	48,135
Telephone Inquiries	63,220	68,042	69,188	65,352
Customers Served at Counter	28,743	31,506	30,687	35,638
Active Corporate and Business Name Records	100,591	98,560	96,114	96,026
Commissioner for Oath Appointments	1,478	1,343	1,252	1,334
Commissioner for Oath Renewals	4,744	4,933	4,806	4,894
Notary Public Authentications 1,426	1,453	963	890	

Interested clients also accessed the Agency's file information from computer terminals outside the Companies Office seven days a week. Public use of this service was substantial with 836,461 inquiry transactions occurring in 2005/2006. This service is convenient for clients as it is quicker and easier than attending the office.

The first level of appeals from name registration decisions is to the Director of the Agency. During the fiscal year there were 54 objections to both registered and unregistered names, up from 35 the previous year. A significant number of the objections related to unincorporated or unregistered names doing business in the province.

PERFORMANCE INDICATORS

The Office has formulated a number of performance indicators by which it could be evaluated. In summary, on average, 89% of Office clients surveyed were very satisfied with the service they received. The following table lists the goals, performance indicators and the results.

1. CUSTOMERS: to achieve our vision, how should we appear to our customers

OBJECTIVES	**CRITICAL SUCCESS FACTORS** things that have to go right to reach the objective	**PERFORMANCE MEASURES** indicators to gauge success	**BASELINE** March 31, 1997 (except as noted)	**PERFORMANCE TARGETS** goals based on measures March 31, 2006	**RESULTS** March 31, 2006
Exceed customers' expectations by providing quality service	Provide service which: 1) is prompt	% of "Tell Us How We Are Doing" forms which indicate very satisfied.	71% (Sept. 00) (very satisfied)	80% (very satisfied)	90% (very satisfied) 97% (very satisfied and satisfied)
	2) provides requested information	% of "Tell Us How We Are Doing" forms which indicate very satisfied.	84% (Sept. 00) (very satisfied)	90% (very satisfied)	90% (very satisfied) 99% (very satisfied and satisfied)
	3) provides service which is without error	% of "Tell Us How We Are Doing" forms which indicate very satisfied.	92% (Sept. 00) (very satisfied)	85% (very satisfied)	87% (very satisfied) 97% (very satisfied and satisfied) (180 responses)

2. BUSINESS PRACTICES: to satisfy our customers, what business processes must we exceed at

OBJECTIVES	CRITICAL SUCCESS FACTORS things that have to go right to reach the objective	PERFORMANCE MEASURES indicators to gauge success	BASELINE March 31, 1997 (except as noted)	PERFORMANCE TARGETS goals based on measures March 31, 2006	RESULTS March 31, 2006
To process customer service requests in an an efficient and effective	employ strategies that will decrease cylce time	Cycle time for processing: – Business documents – Corporate documents	a) Business name registrations: 3 working days b) Incorporations: 3 working days	a) business name registrations: 3.0 days b) incorporations: 3.0	2.92 days 3.0 days
	Provide personal telephone services that were: Courteous and friendly 1) provide by knowledgeable and competent staff 2) responsive to your needs	% of customers surveyed that rate the personal telephone services as very satisfied (Q3 on Tell Us How We Are Doing Forms – Telephone Survey)	63% (Sept/00)	85% (very satisfied)	80% (very satisfied) 95% (very satisfied and satisfied) (113 responses)

3. FINANCIAL: to succeed financially, we need to achieve

OBJECTIVES	CRITICAL SUCCESS FACTORS things that have to go right to reach the objective	PERFORMANCE MEASURES indicators to gauge success	BASELINE March 31, 1997 (except as noted)	PERFORMANCE TARGETS goals based on measures March 31, 2006	RESULTS March 31, 2006
Operate as a financially sound SOA	Possess assets to facilitate business development	Profit	Three Year Average 1,364	$ 1,122	$2,076
		Revenue Contribution	$1,000	$1,615	$1,615

The Office has also set additional operating goals for staff. Goals and results are as follows:

To prepare on-line version for the Companies Office's manuals	Intranet site has been developed containing an online version of the Name Policy Guidelines.
To hold one client impact meeting	Meeting held on December 14, 2005 with "runners" from law firms. The purpose was to identify "what the office does well" together with "how we can serve the "runners" better".
To review business processes susceptible to errors and identify process improvements.	Committee has been formed. Staff will be surveyed to obtain their views on which processes are susceptive to errors.
To continue to provide staff with short-term exchange programs with another office capable of providing employee with learning opportunities that would benefit the Office and enhance the information provided to customers.	Exchanges have been held with Taxation Division and The Canada Revenue Agency. Six staff members went to the Canada Revenue Agency for half a day to gain a better understanding of the BN program from that Agencies perspective. One staff member went to the Taxation Division for three days to gain a better understanding of their operations as we serve the same clients.
To maintain the Office's continuous improvement program	7 meetings held. • 28 staff suggestions reviewed – 11 have been implemented – 6 are in the process of being implemented. • 180 Tell Us How We're Doing - In Person reviewed. • 130 Tell Us How We're Doing – Telephone reviewed.

Companies Office continues its
strong financial position.

INTRODUCTION

The Companies Office reported a net income from Operations of $2,076 for the year ended March 31, 2006, an increase of $954 over budget and an increase of $572 compared to last year.

SUMMARY OF OVERALL FINANCIAL RESULTS

Companies Office 2005/2006 Financial Summary (in thousands)

	ACTUAL 2005/2006	BUDGET 2005/2006	OVER (UNDER) BUDGET	ACTUAL 2004/2005	OVER (UNDER 2004/2005
Total Net Revenue	$6,143	$5,336	$807	$5,384	$759
Salaries & Benefits	$1,445	$1,529	(84)	$1,470	(25)
Operating Expenses	$1,283	$1,349	(66)	$1,014	269
Amortization	27	25	2	26	1
Net Earnings Before BSI Allocation	$3,388	$2,433	$955	$2,874	$514
BSI Allocation*	$1,312	$1,311	1	$1,370	(58)
Net Earnings	$2,076	$1,122	$954	$1,504	$572
Revenue Contribution	$1,615	$1,615	-	$1,700	(85)

*BSI Allocation - System Development Cost Allocation

REVENUE

Total net revenue for the year ended March 31, 2006, was $6,143 or $807 higher than budget and $759 higher than a year ago. Increase in actual filings accounts for the increase.

EXPENSES

The following is an explanation of significant variances to budget and last year.

1. Actual to Budget

Operating costs are lower than budgeted as a result of:

- Manitoba Business Links costs were $14 under budget. Reduced salary costs and system interface maintenance cost account for the difference.
- Desktop costs are lower by $38.
- Disaster Recovery costs are down $30. Planned consultant study was cancelled in conjunction with expenditure management initiatives.

2. Actual to Previous Year

Operating costs are higher than last year as a result of:

- Manitoba Business Links (MBL) costs were $78 higher than last year. Additional system maintenance costs account for the difference.
- Notary Public costs were $116 this year. No such costs were encountered last year as this is the first year Notaries was included in Companies' operations. Note Notaries also generated revenue of $234 for the year which has been included in the total revenue totals.

REPONSIBILITY FOR FINANCIAL REPORTING

The Agency's management is responsible for preparing the financial statements and other financial information in the Annual Report. This responsibility includes maintaining the integrity and objectivity of financial data and the presentation of the Agency's financial position and results of operations in accordance with generally accepted accounting principles. The financial statements include amounts that are based on management's best estimates and judgements. The Agency's financial statements have been audited by Magnus & Buffie, independent external auditors.

The Agency maintains a system of internal controls throughout its operation that provides reasonable assurance that transactions are authorized, properly recorded and reported, and that assets are safeguarded.

The Advisory Board meets regularly with management to review accounting practices, financial reporting and to discuss audit results. The auditors have free and full access to this Board, if required to discuss the results of their audit and their views on the adequacy of internal controls and the quality of financial reporting.

On Behalf of Management:

Myron Pawlowsky
Chief Operating Officer

Dave Rudy
Controller

May 10, 2006

APPENDIX A

COMPANIES OFFICE REVENUE BY ACTIVITY ($000's)

	2005/2006 Actual	2004/2005 Actual	2003/2004 Actual
New Incorporations	1,046	946	825
New Registrations – Non Manitoba Corporations	280	216	166
Business Name Registrations	305	289	294
Business Name Renewals	337	331	326
Personal Counter Searches	22	23	25
Name Reservation Requests	596	543	445
Annual Returns Processed	1,978	1,917	1,849
Certificates of Status/Search	129	98	64
Public Access	238	209	146
Amalgamations	53	54	40
Revivals	64	59	45
Supplementary Certificate of Registration	89	75	73
Certified/Photocopies	36	26	11
Commissioner for Oath Appointments	75		
Commission for Oath Renewals	119		
Notary Public Authentications	17		
Other	712	563	448
GROSS REVENUE	**6,095**	**5,349**	**4,757**

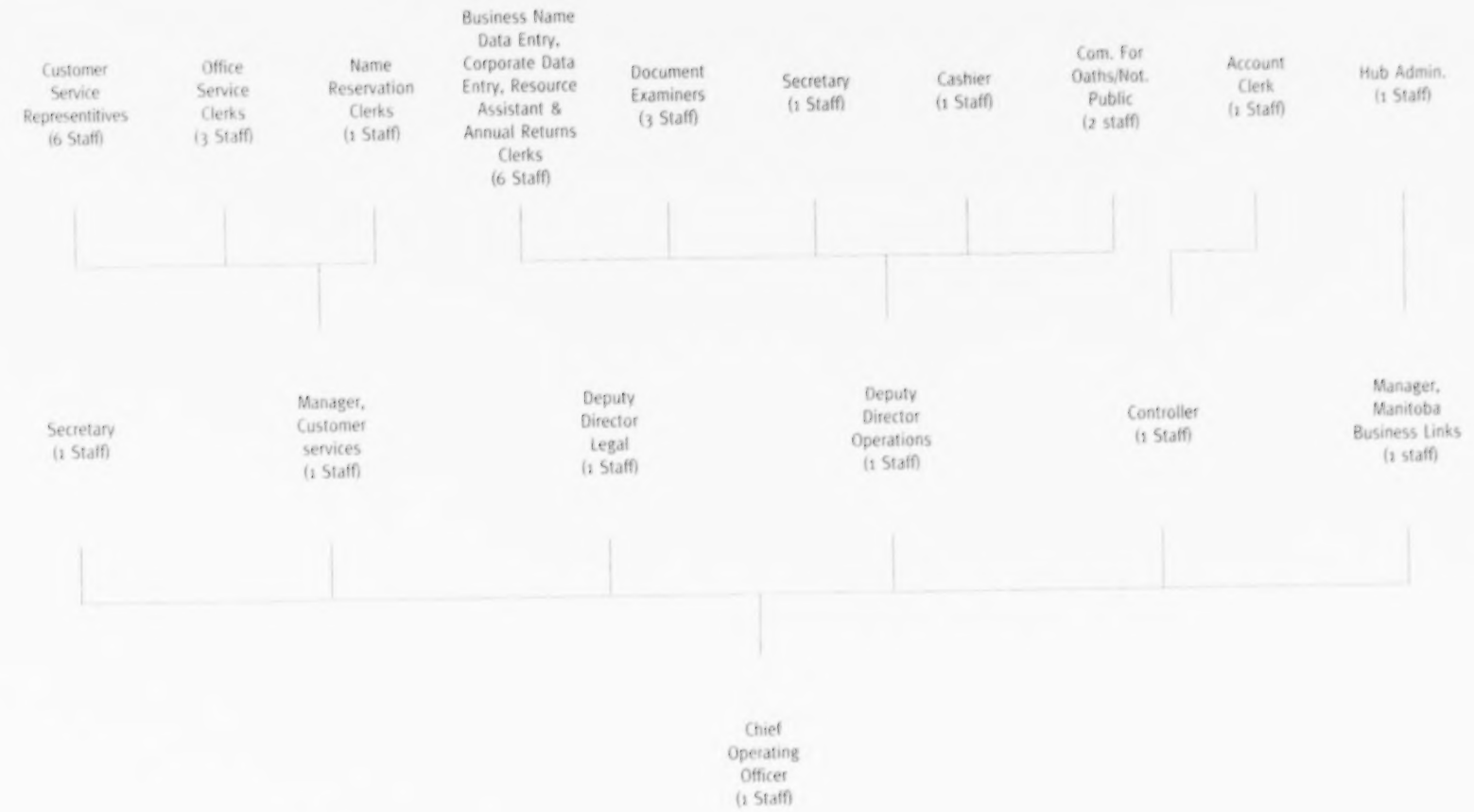
APPENDIX A-2

REVENUE SUMMARY BY SERVICE AREA ($000's)

	ANNUAL RETURNS	INCORP-ORATONS	NAME REGISTRATIONS	NAME RESERVATIONS	NAME RENEWALS	OTHER	TOTAL
2005/2006	1978	1,046	305	596	337	1,833	6,095
% of Total	32.45%	17.16%	5.00%	9.78%	5.53%	30.07%	100.00%
2004/2005	1,917	946	289	543	331	1,323	5,349
% of Total	35.84%	17.69%	5.40%	10.15%	6.19%	24.73%	100.00%
2003/2004	1,849	825	294	445	326	1,018	4,757
% of Total	38.54%	17.19%	6.13%	9.27%	6.79%	22.07%	100.00%
2002/2003	1,805	846	243	432	307	1,029	4,662
% of Total	38.70%	18.10%	5.20%	9.30%	6.60%	22.00%	99.98%
2001/2002	1,656	769	182	375	220	924	4,126
% of Total	39.90%	18.70%	4.50%	9%	5.30%	22.50%	100.00%
2000/2001	1,481	774	212	307	210	929	3,912
% of Total	37.90%	19.80%	5.40%	7.80%	5.40%	23.70%	100.0%
1999/2000	1,453	754	214	317	217	858	3,814
% of Total	38.10%	19.8%	5.60%	8.30%	5.70%	22.50%	100.00%
1998/1999	1,413	738	222	312	201	826	3,711
% of Total	38.10%	19.80%	6.00%	8.40%	5.40%	22.30%	100.00%
1997/1998	1,387	740	215	306	197	788	3,632
% of Total	38.20%	20.40%	5.90%	8.40%	5.40%	21.70%	100.00%

APPENDIX B

COMPANIES OFFICE ORGANIZATION CHART 2006


Customer Service Representitives (6 Staff)
Office Service Clerks (3 Staff)
Name Reservation Clerks (1 Staff)
Business Name Data Entry, Corporate Data Entry, Resource Assistant & Annual Returns Clerks (6 Staff)
Document Examiners (3 Staff)
Secretary (1 Staff)
Cashier (1 Staff)
Com. For Oaths/Not. Public (2 staff)
Account Clerk (1 Staff)
Hub Admin. (1 Staff)
Secretary (1 Staff)
Manager, Customer services (1 Staff)
Deputy Director Legal (1 Staff)
Deputy Director Operations (1 Staff)
Controller (1 Staff)
Manager, Manitoba Business Links (1 staff)
Chief Operating Officer (1 Staff)

APPENDIX C

FEE COMPARISON CURRENT CORPORATIONS ACT FEES

	MB	SASK.	ONT.	CANADA	QUEBEC	N.B.	N.S.	NFLD.	ALTA.	B.C.	P.E.I.
Incorporation Share Capital	300.	265.	360.	250.	300.	312.	270.	300.	100.	350.	265.
Incorporation Without Share Capital	100.	65.	155. or 255.	200.	145.	50.–200.	35.	70.	75.	100.	125.
Amalgamation	300.	265.	330. or 500.	200.	482.	362..	270..	300.	100.	350.	250.
Continuance/ Discontinuance	300.	265.	330.	200.	197.	362.	110. or 270.	300.	100.	350.	250.
Amendment	150.	100.	150.	200.	140.	212.	55 or 160.	100.	25.	100.	265.
Amendment of Articles Converting a Corporation	300.	115.	150.	200.	140.	100.	55. or 160.	50.	25.	100.	265.
Reorganization or Arrangement	300.	100–250.	150. or 330.	200.	N/A	362.	N/A	100.	100. 25.	N/A	N/A
Restated Articles	150.	25.	150.	50.	N/A	100.	N/A	100.	25.	N/A	N/A
Amendment Without Share Capital	50.	20.	N/A	50.	65.	N/A	10.	100.	25.	50.	N/A
Revival Share Capital	100.	250.	330.	200.	308.	250.	50.	300.	100.	350.	250.
Revival Without Share Capital	50.	50.	100.	N/A	132.	N/A	N/A	70.	75.	100.	250.
Dissolution	50.	No fee	25.	No Fee	No Fee	62.	110.	N/C	Nil	20.	125.
Registration Share Capital	300.	265.	330.		212.	212.	220.	260.–560.	100.	380.	200.
Registration Without Share Capital	100.										
Supplementary Registration	150.	115.	155.	NA	Nil	112.	30.	30. to 100.	25.	20. to 100.	N/A

FEE COMPARISON CURRENT CORPORATIONS ACT FEES

	MB	SASK.	ONT.	CANADA	QUEBEC	N.B.	N.S.	NFLD.	ALTA.	B.C.	P.E.I.
Statement/Revocation Intent to Dissolve	50.	N/A		No Fee	N/A	62.		50.	0.0	N/A	
Cancellation of Registration	50.										
Restoration of Registration Share Capital	100.	265.			N/A	100.	430.	260. – 560.	100.	350.	
Restoration of Registration Without Share Capital	50.	65.									
Annual Return Share Capital	40.	50,80.	No Fee	40.	79.	60. or 200.	95. or 220.	75. or 200.	N/C	43.39	30. or 200.
Annual Return Without Share Capital	20.	10.	No Fee	30.	32.	0 –50.	25.	N/A	N//C	25.	
Annual Return Amendment	20.	10.					48.99				
Request to Reserve Name	40.	50. or 60.	N/A	N/A	42.56		48.99 or 61.24	10.	Private	30.	40. – 50.
Notation of Name	45.										
Order of Director	150.										

All Alberta rates shown do not include the private service provider fees that would be added in almost every category as the Alberta government does not directly provide these services.

FEE COMPARISON CURRENT BUSINESS NAMES REGISTRATION ACT FEES

	MB.	SASK.	ONT.	ALTA.	QUEBEC	N.B.	N.S.	NFLD.	B.C.	P.E.I.
Registration	45. (3 years)	65. (3 years)	60. or 80. (5 years)	10.	43.	112. (5 years)	55.		40.	65.
Limited Partnership	300.	265.	210.	50.	43.	212.	160.	230.	165.	100.
Limited Liability Partnerships	300.	250.		50.				275.		
Dissolution	45.	10.	No Fee	N/C	No Fee	12.	55.		N/C	15.
Change in Registrants	45.	20.		10.	No Fee	12.	N/C			40.
Change in Capital	45.	100.		15.						
Change in Name	45.	N/A	60. or 80.	10.	No Fee	62.	30.		30.	
Renewal	45.	50.	60. or 80.	N/A	No Fee	62.	50.			50.
Personal Search	5.	5.	12.					10.		
Mail Search	5.	5.	12.				5.	10.		
Electronic Search	.30	$2/bus.								
Certified Copy of Any Document	15.	20.	30.	5. each file	33.	20.	10.		10. or 25. + .50/page	
Photocopy of Any Document	10	1. per page	14.			10.	10.			
Certificate of Status	30.	15.	30.							
Certificate of Search	30.									
Filing Power of Attorney	30.									
Facsimile Transmission	5.	5.								
File Summary	3.	4.	12.				.10			
Expedited Service	Double fee to Maximum 150.	25. or 100.	N/A					100.		

Financial Statements

AUDITORS' REPORT 1

FINANCIAL STATEMENTS
Balance Sheet 2

Statement of Earnings and Retained Earnings 3

Statement of cash flow 4

Notes to Financial Statements 5-6

Schedule of Operating Expenses 7

Schedule of Public Sector Compensation Disclosure 8

MAGNUS & BUFFIE

CHARTERED ACCOUNTANTS

AUDITORS' REPORT

To the Special Operating Agencies Financing Authority

We have audited the balance sheet of the Companies Office, an Agency of the Special Operating Agencies Financing Authority, Province of Manitoba as at March 31, 2006 and the statements of earnings and retained earnings and cash flow for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Agency's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Agency as at March 31, 2006 and the results of its operations and cash flow for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Magnus & Buffie

May 10, 2006

CHARTERED ACCOUNTANTS

COMPANIES OFFICE
AN AGENCY OF THE SPECIAL OPERATING AGENCIES FINANCING AUTHORITY
PROVINCE OF MANITOBA

BALANCE SHEET
(in thousands)
MARCH 31, 2006

	2006	2005
ASSETS		
CURRENT ASSETS		
Cash and Short Term Deposits	$ 2,211	$ 1,559
Accounts Receivable (Note 4)	154	281
Prepaid Expenses	22	18
	2,387	1,858
RECEIVABLE FROM PROVINCE OF MANITOBA (Note 5)	218	218
CAPITAL ASSETS (Note 6)	78	95
	$ 2,683	$ 2,171
LIABILITIES		
CURRENT LIABILITIES		
Accounts Payable and Accrued	$ 83	$ 65
Accrued Vacation Entitlements	171	161
	254	226
SEVERANCE PAY LIABILITY (Note 7)	224	201
	478	427
EQUITY		
RETAINED EARNINGS	2,205	1,744
	$ 2,683	$ 2,171

COMPANIES OFFICE
AN AGENCY OF THE SPECIAL OPERATING AGENCIES FINANCING AUTHORITY
PROVINCE OF MANITOBA

STATEMENT OF EARNINGS AND RETAINED EARNINGS

(in thousands)

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2006	2006	2005
REVENUE		
Fees and Services	$ 6,095	$ 5,349
Interest	48	35
	6,143	5,384
EXPENSES		
Salaries and Employee Benefits	1,445	1,470
Operating Expenses (Page 8)	2,595	2,384
Amortization - Capital Assets	27	26
	4,067	3,880
NET EARNINGS FOR THE YEAR	2,076	1,504
RETAINED EARNINGS, Beginning of Year	1,744	1,940
	3,820	3,444
REVENUE SHARE TO PROVINCE OF MANITOBA	1,615	1,700
RETAINED EARNINGS, End of Year	$ 2,205	$ 1,744

COMPANIES OFFICE
AN AGENCY OF THE SPECIAL OPERATING AGENCIES FINANCING AUTHORITY
PROVINCE OF MANITOBA

STATEMENT OF CASH FLOW
(in thousands)
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2006

	2006	2005
CASH FLOW FROM (USED IN)		
OPERATING ACTIVITIES		
Net Earnings for the Year	$ 2,076	$ 1,504
Adjustment for		
Amortization - Capital Assets	37	26
	2,113	1,530
Changes in the following		
Accounts Receivable	127	(128)
Prepaid Expenses	(4)	(2)
Accounts Payable and Accrued	18	(238)
Accrued Vacation Entitlements	10	12
Change in Severance Pay Liability	23	(17)
	2,287	1,157
FINANCING ACTIVITY		
Revenue Share to Province of Manitoba	(1,615)	(1,700)
INVESTING ACTIVITY		
Capital Asset Additions	(20)	(37)
CHANGE IN CASH AND SHORT TERM DEPOSITS	652	(580)
CASH AND SHORT TERM DEPOSITS, Beginning of Year	1,559	2,139
CASH AND SHORT TERM DEPOSITS, End of Year	$ 2,211	$ 1,559

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
(in thousands)
MARCH 31, 2006

1. NATURE OF ORGANIZATION

Effective April 1, 1996, the Lieutenant Governor in Council designated the Companies Office (the "Agency") as a special operating agency under The Special Operating Agencies Financing Authority Act (C.C.S.M. cS185) by Order in Council. Another Order also gave approval to the Special Operating Agencies Financing Authority (SOAFA) and the Minister of Consumer and Corporate Affairs, being the Minister responsible for the Agency (at that time), to enter into a management agreement with respect to the Agency. The management agreement assigns responsibility to the Agency to manage and account for the Agency related assets and operations on behalf of SOAFA. SOAFA has the mandate to hold and acquire assets required for and resulting from Agency operations. This financial framework enables the Agency to operate in a business like manner according to public policy expectations.

The Agency is part of Manitoba Consumer and Corporate Affairs Division in the Department of Finance under the general direction of the Minister of Finance, the Deputy Minister and Assistant Deputy Minister who is also Chairperson of the Companies Office Advisory Board.

The Agency remains bound by relevant legislation and regulation. It is also bound by administrative policy except where specific exemptions have been provided for in its charter in order to meet business objectives

2. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

Basis of Reporting: The financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Capital Assets: Capital assets are amortized over their estimated useful lives as follows:

Computer Equipment and Software	20% straight line (10% in year of acquisition)
Office Equipment	20% straight line (10% in year of acquisition)
Furniture and Fixtures	20% straight line (10% in year of acquisition)
Leasehold Improvements	20% straight line (10% in year of acquisition)

Revenue Recognition: Revenue is recognized when the service is substantially complete.

Financial Instruments: It is management's opinion that the carrying value of the Agency's financial instruments approximates their fair value, except for the receivable from the Province of Manitoba which cannot be reasonably estimated due to the nature of the underlying terms of collection. In addition, it is management's opinion that the Agency is not exposed to significant interest, currency or credit risks arising from these financial instruments.

Use of Estimates: The preparation of financial statements in conformity with generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
(in thousands)
MARCH 31, 2006

3. FINANCING ARRANGEMENTS

Working capital advances and long-term financing for significant capital purchases are provided to the Agency through the Special Operating Agencies Financing Authority. The Financing Authority has approved a $100 limit in working capital advances. The Agency did not access working capital advances during the year.

4. ACCOUNTS RECEIVABLE

	2006	2005
Trade	$ 53	$ 40
Accrued Revenue	101	241
	$ 154	$ 281

5. RECEIVABLE FROM PROVINCE OF MANITOBA

The receivable from the Province of Manitoba is for vacation entitlements earned by the employees of the Agency prior to creation of the Special Operating Agency and severance pay benefits prior to April 1, 1998. The balance is comprised of:

	2006	2005
Vacation Entitlements	$ 92	$ 92
Severance Pay Benefits	126	126
	$ 218	$ 218

The timing of the collection of these receivables will vary. The receivable, or portion thereof, will be collected in the event that there is a cash shortfall. However, this is only likely to happen on the dissolution of the Agency.

6. CAPITAL ASSETS

	Cost	Accumulated Amortization	Net Book Value 2006	Net Book Value 2005
Computer Equipment and Software	$ 63	$ 43	$ 20	$ 26
Office Equipment	16	13	3	5
Furniture and Fixtures	99	76	23	43
Leasehold Improvements	40	8	32	21
	$ 218	$ 140	$ 78	$ 95

Amortization charges for the year amounted to $37 (2005 - $26) of which $8 (2005 - $nil) was expensed in Manitoba Business Links and $2 (2005 - $nil) was expensed in Notaries on the schedule of operating expenses.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
(in thousands)
MARCH 31, 2006

7. SEVERANCE PAY LIABILITY

Effective April 1, 1998, the Agency began recording accumulated severance pay benefits for its employees. The amount of severance pay obligations is based on actuarial calculations. The periodic actuarial valuations of these liabilities may determine that adjustments are needed to the actuarial calculations when actual experience is different from that expected and/or because of changes in actuarial assumptions used. The resulting actuarial gains or losses are amortized over the expected average remaining service life of the related employee group.

An actuarial report was completed for the severance pay liability as of March 31, 2005. The report provides a formula to update the liability on an annual basis. The Agency's actuarially determined net liability for accounting purposes as at March 31, 2006 was $224 (2005 - $201). Commencing in the 2006 fiscal year the actuarial loss of $42 is being amortized over the 15 year expected average remaining service life of the employee group.

8. PENSION BENEFITS

Employees of the Agency are eligible for pension benefits in accordance with the provisions of the Civil Service Superannuation Act (CSSA), administered by the Civil Service Superannuation Board (CSSB). The CSSA established a defined benefit plan to provide benefits to employees of the Manitoba Civil Service and to participating agencies of the Government, including the Agency, through the Civil Service Superannuation Fund (CSSF).

Effective March 31, 2001, pursuant to an agreement with the Province of Manitoba, the Agency transferred to the Province the pension liability for its employees. Commencing April 1, 2001, the Agency was required to pay to the Province an amount equal to its employees' current pension contributions. The amount paid for 2006 was $73 (2005 - $73). Under this agreement, the Agency has no further pension liability.

9. LEASE COMMITMENTS

The Agency has not entered into a lease agreement with the Province of Manitoba for rental facilities at 405 Broadway. Occupancy charges for the year ending March 31, 2007 are estimated to be $139 (2006 - $130).

COMPANIES OFFICE
AN AGENCY OF THE SPECIAL OPERATING AGENCIES FINANCING AUTHORITY
PROVINCE OF MANITOBA

SCHEDULE OF OPERATING EXPENSES
(in thousands)
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2006

	2006	2005
Accounting	$ 13	$ 13
Audit	4	4
Bad Debts	1	2
Bank Charges	23	17
BSI Cost Allocation	1,312	1,370
Communications	27	26
Computer	108	115
Department Services	31	31
Desktop	77	97
Disaster Recovery	45	39
Equipment Maintenance and Rentals	8	6
Insurance	15	14
Legal Services	19	6
Manitoba Business Links	261	183
Miscellaneous	21	17
Notaries	116	-
NUANS	147	145
Office Rent	120	123
Payroll Processing	20	20
Postal and Courier	48	44
Programmers	69	63
Stationery	53	44
System Development Feasibility Study	51	
Transportation	6	5
	$ 2,595	$ 2,384

COMPANIES OFFICE
AN AGENCY OF THE SPECIAL OPERATING AGENCIES FINANCING AUTHORITY
PROVINCE OF MANITOBA

SCHEDULE OF PUBLIC SECTOR COMPENSATION DISCLOSURE
(in thousands)
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2006

Pursuant to the disclosure required by the Public Sector Compensation Disclosure Act, no remuneration or other benefits were paid to board members.

The Public Sector Compensation Disclosure Act also requires all publicly funded bodies to disclose compensation to any employee or officer when such compensation exceeds $50 per annum. This information follows:

EMPLOYEE	TITLE	COMPENSATION 2006	2005
Myron Pawlowsky	Chief Operating Officer	$ 89	$ 84
Joan Alty	Deputy Director - Hub Administration	72	64
Shane Lasker	Acting Deputy Director - Legal	71	66
Dave Rudy	Controller	67	64
Linda Kalinski	Deputy Director - Operations	60	57
Isabelle Aubin	Supervisor	54	51
Ruth Brousseau	Accounting Clerk	-	60